

Comité Syndical du 26 février 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-six février à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande Halle de l'Espace Tully sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

BAUD Jean-Baptiste, BERGER Jean-François, BERTHIER Marie-Pierre, BLANC Georges, BOCHATON Jean-Marc, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DENNE Jean-Claude, DEVILLE François, GENOUD Pascal, GERDIL Frédéric, JULLIARD Maxime, KUNG Jean-François, LACHAT Hervé, MATHIAN Noel, MORAND Jean-Claude, MUFFAT Sophie, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

HUBERT Agnes, MAURE Dominique, DE PROYART Aubert, HAUTEVILLE Laurent.

Absents excusés :

BERNARD Patrick donne suppléance à Mme HUBERT,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE,
MORIAUD Pascale donne suppléance à M. DE PROYART,
VERNET Josette donne suppléance à M. HAUTEVILLE,
ARMINJON Christophe donne pourvoir à M. TERRIER,
BURNET Jacques donne pourvoir à Mme PFLIEGER,
GILLET Bruno donne pourvoir à M. PODEVIN,
GIRARD René donne pourvoir à M. THOMAS,
GUILHARD donne pourvoir à M. JULLIARD,
LEI Josiane donne pourvoir à M. BOCHATON,
MAXIT Monique donne pourvoir à M. COLOMER,
SONGEON Christophe donne pourvoir à Mme CHUINARD.

Secrétaire de séance : BERGER Jean-François

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 25

Nombres de délégués suppléants présents : 4

Nombre de pouvoirs : 8

Nombres de votants : 37

Convocation : 19 février 2026

Point n°1 – Modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale du Chablais et modalités de mise à disposition du public

Le comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC),

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L143-34 et suivants relatifs à la modification simplifiée des schémas de cohérence territoriale ;

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience ;

Vu l'article 194 de la loi n° 2021-1104, fixant l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) des sols à l'horizon 2050 et prévoyant la déclinaison de cette trajectoire dans les SRADDET, SCoT et PLU(i) ;

Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 facilitant la mise en œuvre des objectifs de réduction de l'artificialisation et renforçant l'accompagnement des élus locaux ;

Vu le SRADDET de la Région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Chablais approuvé le 30 janvier 2020 et actuellement en vigueur ;

Considérant :

1. Contexte national et obligations légales

La loi Climat et Résilience fixe un objectif national de zéro artificialisation nette des sols à l'horizon 2050.

Cette loi s'impose aux SCoT et fixe des exigences précises en matière de réduction de la consommation d'espaces et de l'artificialisation des sols, de définition de trajectoires par périodes et d'encadrement des capacités d'urbanisation.

Elle prévoit notamment :

- Une réduction d'au moins 50 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) entre 2021 et 2031, par rapport à la période 2011-2021 ;
- La déclinaison de cette trajectoire par tranches décennales ;
- L'intégration de la notion d'artificialisation des sols ;
- L'établissement d'indicateurs de suivi permettant de vérifier la trajectoire ZAN.

2. Obligation de mise en compatibilité des SCoT

En décembre 2025, le Comité Syndical a confirmé le maintien du SCoT du Chablais, conformément aux conclusions du rapport d'évaluation. Cette position reste pleinement valable et n'est pas remise en cause. Le projet de territoire, les équilibres retenus et les orientations générales du SCoT demeurent pertinents et partagés.

La démarche engagée aujourd'hui ne résulte pas d'un changement de cadre, mais de la nécessité de se conformer pleinement aux obligations issues de la loi Climat et Résilience, en vigueur depuis sa promulgation.

Le SCoT du Chablais doit être mis en compatibilité avec ces dispositions au plus tard le 22 février 2027, faute de quoi les ouvertures à l'urbanisation pour les PLU et PLUi seraient suspendues.

Cette obligation s'impose même si le SRADDET régional n'a pas encore intégré ces obligations.

3. Situation du SCoT du Chablais

Le SCoT de 2020 comporte déjà des objectifs de maîtrise de la consommation foncière.

Il nécessite toutefois une actualisation ciblée pour :

- Intégrer formellement la notion d'artificialisation ;
- Recalibrer les périodes 2021-2031 et 2031-2041 ;
- Définir les trajectoires chiffrées par tranche décennale ;
- Adapter les indicateurs de suivi à cette actualisation ;
- Clarifier les enveloppes foncières mobilisables.

4. Justification de la procédure de modification simplifiée

L'article 194 de la loi Climat et Résilience permet le recours à la modification simplifiée pour intégrer ces objectifs.

Cette procédure est adaptée car elle permet :

- Des ajustements ciblés sans remettre en cause le projet d'aménagement et les équilibres validés ;
- De recalibrer les périodes de référence et trajectoires ;
- D'intégrer la notion d'artificialisation ;
- D'actualiser le Document d'Orientation et d'Objectifs et les indicateurs de suivi ;
- D'assurer une mise à disposition et une concertation publique simples et conformes au code de l'urbanisme.

5. Intérêt opérationnel

La mise en compatibilité du SCoT simplifiera le travail des communes et intercommunalités, qui, tant que le SCoT n'est pas mis à jour, doivent effectuer un double exercice de compatibilité (SCoT en vigueur et loi Climat et Résilience).

Elle offrira un cadre unique, lisible et juridiquement sécurisé, limitant les risques de divergences d'interprétation.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés décide ce qui suit :

Article 1 – Prescription de la modification simplifiée

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale du Chablais afin d'assurer sa mise en compatibilité avec les dispositions de la loi Climat et Résilience, dans le respect de l'échéance fixée au 22 février 2027.

Article 2 – Objectifs de la modification

La modification simplifiée portera notamment sur :

1. L'intégration explicite de la trajectoire ZAN à l'horizon 2050.
2. La fixation d'objectifs chiffrés de réduction de consommation d'espaces à partir de la période de référence 2011-2021.
3. La définition des tranches décennales 2021-2031 et 2031-2041.
4. L'introduction de la notion d'artificialisation des sols conformément aux définitions légales.
5. L'adaptation et la clarification des indicateurs de suivi.
6. L'ajustement des enveloppes foncières mobilisables en cohérence avec le cadre législatif.

Ces évolutions seront intégrées notamment dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

Article 3 – Mise à disposition du public

Conformément au code de l'urbanisme, le projet fera l'objet d'une mise à disposition du public à l'automne 2026 pour une durée d'un mois.

Le dossier sera consultable :

- Au siège du Syndicat mixte du SCoT du Chablais ;
- Sur le site internet du SCoT.

Article 4 – Recueil des observations du public

Pendant la mise à disposition, les observations pourront être formulées :

- Sur registre papier au siège;
- Par voie électronique selon modalités précisées lors de l'ouverture de la mise à disposition.

Article 5 – Bilan et approbation

À l'issue de la mise à disposition, le comité syndical dressera un bilan de la procédure et se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification simplifiée, éventuellement amendée pour tenir compte des observations formulées.

Article 6 – Publicité et transmission au contrôle de légalité

La présente délibération sera :

- Affichée au siège du Syndicat mixte et dans chaque intercommunalité membre ;
- Publiée sur le site internet du SCoT ;
- Transmise au préfet pour contrôle de légalité conformément à l'article L2131-6 du code général des collectivités territoriales.

Le secrétaire de séance,

BERGER Jean-François



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2026 et affichage le / /2026

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.